

LIBYE

Les islamistes se retirent du gouvernement

Les islamistes du Parti pour la Justice et la Construction (PJC) ont annoncé hier le retrait de leurs ministres du gouvernement d'Ali Zeidan, critiqué notamment sur le dossier de la sécurité.

Le PJC a annoncé dans un communiqué «le retrait de ses ministres du gouvernement d'Ali Zeidan» ajoutant qu'il faisait «porter la totale responsabilité à la partie soutenant le gouvernement», après avoir échoué à obtenir un retrait de confiance à ce cabinet devant le Congrès général national (CGN, équivalent du Parlement).

Le PJC estime que le gouvernement n'est «pas capable d'amener le pays à bon port», ajoutant qu'il avait échoué dans les principaux dossiers de la période de transition.

Le PJC, bras politique des Frères musulmans libyens, détenait cinq des 32 portefeuilles du

gouvernement, ceux du Pétrole, de l'Electricité, de l'Habitat, de l'Economie et des Sports.

Une centaine de membres du CGN ont annoncé hier avoir échoué à retirer la confiance au gouvernement d'Ali Zeidan, en l'appelant à démissionner pour éviter une aggravation de la crise dans le pays.

Dans un communiqué signé par 99 membres du CGN, les détracteurs du Premier ministre ont reconnu ne pas avoir réuni les 120 voix nécessaires à un retrait de confiance, après trois semaines de tractations entre différents blocs politiques du Congrès. Ils ont précisé devant la presse que les tractations en vue

d'atteindre le quorum pour faire tomber le gouvernement allaient se poursuivre.

La plupart des signataires du communiqué sont membres de blocs politiques d'obédience islamiste.

Selon le texte, leur demande est motivée par l'«échec cuisant» du gouvernement dans les dossiers de la sécurité, des réformes administratives en vue d'une décentralisation et des ports pétroliers dans l'est du pays, bloqués par des protestataires depuis plusieurs mois.

Les signataires affirment que la confiance a été «politiquement» retirée au gouvernement, avec les 99 signatures favorables à sa chute, sur les 194 membres que compte le Congrès. Comptant sur l'appui des membres du parti libéral de



Le Premier ministre libyen, Ali Zeidan.

Ph. DR

l'Alliance des forces nationales (AFN, libérale), M. Zeidan a affirmé à nouveau hier qu'il ne démissionnerait pas. Dans une déclaration à la chaîne privée

Libya al-Ahrar, M. Zeidan a accusé à nouveau les Frères musulmans d'être derrière les initiatives visant à déstabiliser le gouvernement.

TURQUIE

La demande de remise en liberté de l'ex-patron de l'armée rejetée

Un tribunal turc a refusé hier la remise en liberté de l'ancien chef de l'armée turque, le général Ilker Basbug, qui purge une peine de prison à vie pour complot contre le gouvernement, contrairement aux réquisitions du parquet, ont rapporté les médias turcs.

Cette décision est la première rendue par la justice turque depuis que le

Premier ministre Recep Tayyip Erdogan s'est déclaré favorable à un nouveau procès pour des centaines d'officiers, dont le général Basbug, condamnés en 2012 et 2013.



L'ancien chef de l'armée turque, le général Ilker Basbug.

Ph. DR

Pour la première fois, le procureur chargé du dossier avait requis la remise en liberté de l'ancien officier et son placement sous contrôle judiciaire, estimant qu'il devait être tenu compte de «la personnalité et la situation sociale» de l'intéressé.

Depuis un mois, M. Erdogan accuse ses ex-alliés de la confrérie du prédicateur musulman Fethullah Gülen d'avoir infiltré la police et la justice pour manipuler plusieurs enquêtes sur la corruption visant des proches du pouvoir, afin de le déstabiliser

à la veille des élections municipales de mars et présidentielle d'août 2014. Fin décembre, l'armée turque a profité de ce conflit dans la majorité islamo-conservatrice au pouvoir depuis 2002 pour introduire une requête en révision des procès des deux affaires baptisées «Marteau-pilon» et «Ergenekon». L'état-major turc a argué dans ces demandes du fait que les preuves utilisées contre les militaires avaient été fabriquées.

Les déclarations de M. Erdogan en faveur d'une révision des deux procès ont suggéré un changement de son attitude vis-à-vis de l'armée, qu'il s'était jusque-là efforcé d'écarter de la vie politique, à coups de purges

et de procès. L'armée turque a, depuis 1960, fait trois coups d'Etat et contraint un gouvernement à la démission.

PAKISTAN

22 morts dans un attentat contre un car de pèlerins chiites

Vingt-deux pèlerins chiites qui revenaient d'Iran ont été tués hier par l'explosion d'une bombe au passage de leur car sur une route du sud-ouest du Pakistan, ont annoncé à l'AFP les autorités locales.

L'attaque a eu lieu au niveau de Dringhar, un village situé à une quarantaine de km à l'ouest de Quetta, principale ville du Baloutchistan, sur la principale route entre le Pakistan et l'Iran, selon ces responsables.

«Au moins 22 passagers ont été tués et 20 autres blessés», a déclaré à l'AFP un responsable du gouvernement local, Shafqat Shahwani. 51 personnes se trouvaient dans le car au moment de l'explosion, dont neuf étaient toujours manquantes à la suite du chaos créé par l'attentat, a-t-il précisé.

Selon un responsable provincial, Asad Gilani, la bombe a

frappé l'un des deux bus d'un convoi de pèlerins qui voyageait sous escorte de sécurité fournie par le gouvernement. Il a ajouté ne pas savoir s'il s'agissait d'un engin explosif planté sur la route ou d'une attaque suicide.

Deux personnes avaient été tuées de la même manière le 1^{er} janvier, lors de l'explosion d'une bombe au passage d'un bus transportant des pèlerins chiites, également au Baloutchistan.

Les chiites, qui représentent environ 20% de la population pakistanaise, très majoritairement sunnite par ailleurs, sont régulièrement visés par de sanglants attentats, notamment dans

l'instable province du Baloutchistan, par ailleurs déchirée par les combats entre armée et rebelles indépendantistes.

Considérée comme proche du pouvoir iranien, première puissance chiite mondiale, la minorité chiite pakistanaise est dans la ligne de mire de groupes extrémistes sunnites inspirés de l'idéologie salafiste d'Arabie saoudite, notamment le Lashkar-e-Janghvi (LeJ), proche d'Al-Qaïda et qui revendique régulièrement ces attaques contre elle.

Les affrontements entre sunnites et chiites ne sont pas nouveaux au Pakistan. Mais de plus en plus de chiites sont victimes d'attentats ou assassinats ciblés : plus de 400 en sont morts en 2013, année record en la matière. Ces derniers mois, plusieurs responsables de mouvements

sunnites radicaux ont également été assassinés, soit par des milices chiites, soit dans le cadre de règlements de compte entre groupes sunnites rivaux, selon des sources sécuritaires concordantes.

En novembre dernier, des violences avaient fait une quinzaine de morts sunnites, dont plus d'une dizaine à Rawalpindi, dans la banlieue de la capitale Islamabad, alors que les chiites défilaient dans les rues à l'occasion de la fête religieuse de l'Achoura.

Ces heurts réguliers s'inscrivent dans un contexte de montée des rivalités et affrontements entre sunnites et chiites dans une partie du monde musulman, notamment au Moyen-Orient dans des pays en conflit comme l'Irak et la Syrie.

LIBAN

Quatre morts dans un attentat à Beyrouth

Quatre personnes ont été tuées et 35 blessées hier dans un attentat à la bombe perpétré dans un quartier du sud de la capitale libanaise Beyrouth, a indiqué la Croix-Rouge libanaise.

«Quatre personnes sont mortes et il y a 35 blessés», a déclaré le responsable de la communication de la Croix-Rouge libanaise, Ayad al-Monzer.

Un précédent bilan fourni par l'Agence nationale d'information (ANI) faisait état de deux morts, qui a expliqué qu'«un kamikaze s'était fait exploser dans une voiture (...) à Haret Hreik».

L'attentat s'est produit dans une rue commerçante très fréquentée, la rue al-Arid, déjà visée début janvier par un attentat suicide à la voiture piégée qui avait fait cinq morts, selon la même source.

Cet attentat est le sixième depuis juillet à viser des fiefs du mouvement chiite libanais, et le troisième en seulement un mois.

Vendredi, huit personnes dont cinq enfants sont mortes dans la chute d'obus tirés de Syrie sur la ville frontalière d'Aarsal, au Liban, le plus lourd bilan dans ce genre d'attaque depuis le début du conflit syrien en mars 2011.